

# FABRIQUÉ PAR L'AFRIQUE - CRÉER DE LA VALEUR PAR L'INTÉGRATION RÉGIONALE

## La ZLECAf crée des opportunités sans précédent pour la croissance et la transformation du continent africain

La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) sert de cadre pour stimuler le commerce intra-africain et développer les chaînes de valeur intrarégionales. Le début des échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf, à partir du 1er janvier 2021, constitue une étape clé de la mise en œuvre d'un marché unique dont le PIB combiné avoisine les 2 500 milliards d'euros. La libéralisation des droits de douane devrait à elle seule augmenter le potentiel du commerce intra-régional de plus de 17 milliards d'euros.<sup>1</sup> La mise en place d'un marché unique doté d'un cadre réglementaire clair et solide dans les 54 pays signataires sera l'occasion de développer de nouvelles chaînes de valeur régionales présentant un immense potentiel supplémentaire pour accroître le commerce à valeur ajoutée et l'emploi. Il ouvrira les portes à une base de consommateurs potentiels de 1,3 milliard de personnes, dont le nombre devrait atteindre 2,5 milliards d'ici à 2050, créant ainsi de fortes incitations à l'investissement.

## L'intégration des chaînes de valeur intra-africaines peut stimuler la croissance régionale

Aujourd'hui, l'Afrique représente 15 % de la population mondiale, mais seulement 2,3 % des exportations mondiales. 14 % des exportations sont destinées aux marchés africains, soit un peu plus qu'il y a dix ans. Pourtant, une part relativement élevée des exportations africaines vers l'Afrique est constituée de produits semi-transformés ou transformés, alors que les exportations vers le reste du monde restent dominées par les matières premières et les ressources naturelles. Les exportations au sein de la région sont également plus diversifiées et technologiquement plus avancées que les exportations vers l'étranger. L'intégration des chaînes de valeur intra-africaines est donc essentielle pour réduire la dépendance à l'égard des exportations de ressources naturelles et de produits non transformés et pour ouvrir la voie à une plus grande valeur ajoutée et à un panier des exportations plus diversifié. Le renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur africaines contribue également à accroître la résilience aux chocs dont souffrent chaînes d'approvisionnement, dont la nécessité a été rendue encore plus évidente par les crises récentes.

## Où les gouvernements et les entreprises doivent-ils orienter leurs investissements et leurs efforts ?

L'ITC, mandatée par la direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne, a mis en œuvre un diagnostic des chaînes de valeur afin de recenser les secteurs à fort potentiel pour le développement durable des chaînes de valeur en Afrique et les goulots d'étranglement qui empêchent les entreprises de réaliser pleinement ce potentiel. Ce nouveau diagnostic des chaînes de valeur de l'ITC offre une approche innovante pour recenser et évaluer la faisabilité des chaînes de valeur à l'échelle continentale et pour



**94** chaînes de valeur prometteuses  
*recensées sur le continent africain*

comprendre comment les entreprises privées peuvent s'y rattacher. Pour assurer une synergie entre les travaux de différentes institutions, le diagnostic a été mis en œuvre en consultation avec l'Union africaine, la CEA, l'ONUDI, l'OCDE et d'autres organisations nationales, régionales et internationales. Il s'appuie sur des études existantes lancées et mises en œuvre par ces organisations ainsi que d'autres, et les complète en ajoutant deux éléments novateurs clés:

Premièrement, une **analyse solide et fondée sur des données** de la disponibilité des intrants et des extrants sur le continent africain, et une évaluation de la faisabilité du développement d'un sous-ensemble de ceux-ci dans plusieurs pays africains. Cette analyse va au-delà des approches traditionnelles en **combinant les informations commerciales et l'analyse des intrants-extrants** et tient compte des proportions d'intrants nécessaires pour produire chaque sortie cible.

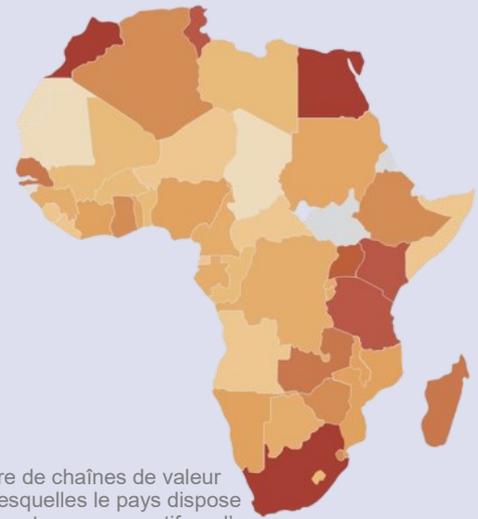


Deuxièmement, **des consultations approfondies** avec des centaines d'entreprises africaines, des experts du secteur et d'autres parties prenantes **afin d'obtenir un retour d'information direct et stratégique** sur les contraintes commerciales et institutionnelles, les besoins d'investissement et les possibilités de libérer le potentiel dans des secteurs spécifiques.

# Quelles sont les possibilités de chaînes de valeur les plus prometteuses pour l'Afrique ?

Une approche intégrée, fondée sur des données, dans laquelle plus de 5 300 produits sont classés comme intrants ou extrants, reliés par des coefficients de production, permet de cartographier 415 chaînes de valeur. Ensuite, la faisabilité de ces chaînes de valeur est évaluée en tenant compte de la compétitivité des pays africains à différentes étapes de la chaîne de valeur. Cette analyse de la compétitivité est ensuite complétée par d'autres considérations économiques et stratégiques.

Sur l'ensemble du continent, **94 chaînes de valeur prometteuses** ont été recensées dans **23 secteurs**. Au moins cinq pays africains ont un avantage comparatif pour ce qui est des intrants et/ou des extrants de ces chaînes de valeur, ce qui garantit leur potentiel développement à l'échelle du continent. Alors que dans certains de ces secteurs (par exemple, le textile et l'automobile), la délocalisation des étapes intermédiaires perturbe la chaîne de valeur et entraîne des dépendances, dans d'autres, seul le produit final est fabriqué ailleurs. Actuellement, l'Afrique importe chaque année, en provenance d'autres continents, pour plus de 53 milliards d'euros de la production finale de ces chaînes de valeur. La demande d'importation africaine dans les 94 chaînes de valeur devrait augmenter de 97 % jusqu'en 2026, soit plus que la croissance moyenne de la demande de 68 % dans tous les secteurs. En reliant les intrants immédiats de plusieurs pays africains qui sont actuellement exportés en vue de leur transformation ultérieure dans d'autres régions du monde, un tiers de la demande africaine dans ces chaînes de valeur pourrait être satisfaite localement. Dans 73 des 94 chaînes de valeur, l'Afrique disposerait de suffisamment d'intrants immédiats pour répondre aux besoins des consommateurs régionaux et internationaux, ce qui apporterait une valeur ajoutée et créerait des emplois sur le continent. Ces chaînes de valeur présentent de nombreuses opportunités d'investissement, afin d'optimiser les chaînes de valeur et de maximiser leur potentiel en renforçant les liens entre les fournisseurs africains d'intrants et d'extrants.



Nombre de chaînes de valeur dans lesquelles le pays dispose d'un avantage comparatif ou d'un potentiel d'exportation >10 millions



## Sélection des chaînes de valeur pilotes

Les 94 chaînes de valeur ont fait l'objet d'une évaluation approfondie sur la base de facteurs quantitatifs et qualitatifs, établis par une analyse documentaire et des consultations supplémentaires avec les parties prenantes et les experts du secteur. Ces facteurs comprennent diverses considérations économiques, politiques, sociales et environnementales liées au développement des différentes chaînes de valeur ainsi que leur incidence, dans le contexte africain, mais aussi au niveau régional ou national. Les discussions avec les représentants de la CUA ont donné lieu à des indicateurs d'importance stratégique pour le développement économique africain (tels que la sécurité alimentaire et la résilience aux chocs).

Certaines des informations reconnues comme pertinentes étaient de nature qualitative, tandis que d'autres facteurs pouvaient être mesurés de manière quantitative. Les variables quantitatives supplémentaires prises en considération lors du processus de sélection sont les suivantes :

### Schémas commerciaux actuels

- Exportations vers le reste du monde et part dans le commerce Mondial; part des produits dans les exportations africaines; commerce existant le long de la chaîne de valeur en Afrique; potentiel d'exportation de l'Afrique dans la région et dans le monde

### Offre

- Production de produits intrants et extrants; couverture géographique: Nombre de sous-régions, de pays et de PMA en Afrique qui sont des contributeurs potentiels à une chaîne de valeur

### Demand

- Demande en Afrique et dans l'UE; taille de la chaîne de valeur, demande d'importation: Actuelle et projetée (d'ici à 2026); dépendance à l'égard des importations

### Accès au marché

- Droits de douane sur les intrants; facilité des échanges; impact of AfCFTA

### Sustainable development indicators

- Présence des PME; participation de la main-d'œuvre féminine; technologies vertes

• Produits pour lesquels l'Afrique, en tant que région, et au moins cinq pays africains ont un avantage compétitif.  
 • L'épaisseur de la ligne reliant un intrant à un extrant représente l'importance relative dans l'extrant



Les 94 chaînes de valeur recensées sont très prometteuses en matière de valeur ajoutée et de création d'emplois hautement qualifiés dans les économies africaines. En outre, le renforcement du commerce intra-régional soutient la croissance inclusive en bénéficiant à davantage d'entreprises appartenant à des femmes. Ensemble, ces aspects peuvent soutenir un développement économique et social plus durable et freiner la dépendance dans de nombreux domaines. En attirant les investissements dans des secteurs stratégiques et économiquement prometteurs, et en créant un écosystème commercial régional favorable, les décideurs politiques et les entreprises seront mieux placés pour saisir ces opportunités.



Automobile



Vêtements en coton



Produits pharmaceutiques



Aliments pour nourrissons

## Que faut-il faire pour libérer le potentiel des chaînes de valeur en Afrique?

Des perspectives commerciales existent dans de nombreuses chaînes de valeur prometteuses sur le continent. L'identification de stratégies pour développer ces chaînes de valeur nécessite de connaître les obstacles au commerce intra-régional et au développement des chaînes de valeur. Les précédentes enquêtes commerciales de l'ITC ont porté sur près de 10 000 entreprises dans 22 pays d'Afrique. Pour évaluer les opportunités et les défis auxquels sont confrontées les entreprises, l'ITC a mené des entretiens supplémentaires approfondis avec des centaines d'entreprises

ainsi qu'une série d'entretiens ciblés et de consultations étendues avec des organisations de soutien aux entreprises.

Des consultations auprès de 101 organisations de soutien aux entreprises (OSE), y compris par exemple, les chambres de commerce et les associations sectorielles, ont permis de contextualiser et de compléter les réponses obtenues auprès des entreprises individuelles et de recueillir davantage d'informations sur les projets existants, les stratégies et les enseignements tirés de ces projets dans les secteurs concernés.



Principaux défis à l'expansion et l'intégration des entreprises trans-frontalières entre les pays africains

La consultation des entreprises a porté sur



Facteurs-clés pour permettre le changement



Attentes des entreprises par rapport à la ZLECAf



Défis des entreprises en termes d'approvisionnement des intrants et des aspects techniques de la

## Consultations avec les entreprises et les parties prenantes africaines

Le diagnostic s'est inspiré de deux initiatives d'enquête majeures

### Enquête sur le diagnostic des chaînes de valeur en Afrique



Entretiens menés par des experts avec des entreprises le long des

**531**

Entretiens menés par des experts avec des organisations de soutien aux entreprises

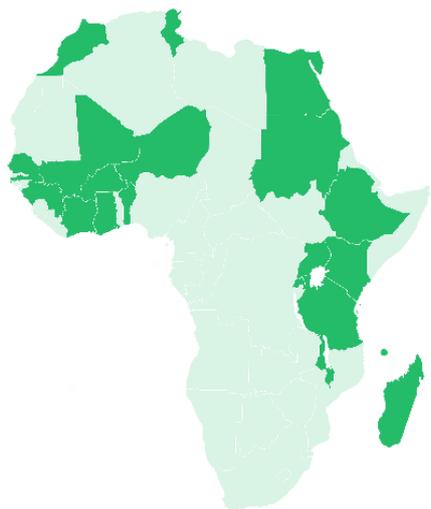
**101**

**1275**  
entretiens

Réponses à la consultation en ligne ([www.ntmsurvey.org/africa](http://www.ntmsurvey.org/africa))

**643**

### Enquêtes NTM sur les entreprises en Afrique: 2011-2020



**22**

Pays en Afrique où les enquêtes NTM sur les entreprises ont été mises en œuvre



Entretiens avec des exportateurs et importateurs africains de tous les secteurs

**9691**  
Interviews

Entretiens réalisés au cours des années

**2011-2020**



## Quels sont les principaux défis signalés par les entreprises sur le terrain dans les chaînes de valeur ?

Un problème récurrent mentionné dans tous les pays et secteurs est le **manque de connaissance**. Plus de 50 % des personnes interrogées ne connaissent tout simplement pas la ZLECAf et les possibilités commerciales qu'elle peut créer pour elles. Cela montre l'importance d'engager efficacement le secteur privé dans la création d'un marché unique africain et de l'aider à s'intégrer dans les chaînes de valeur nouvelles et existantes.

Bien entendu, chaque secteur et chaque pays présente des possibilités et des défis spécifiques qu'il convient de recenser et de relever. Il est essentiel de s'entretenir avec les principaux acteurs, notamment les participants à la chaîne de valeur, les institutions d'appui au commerce et les décideurs politiques, afin d'acquérir une connaissance approfondie de la structure et de la dynamique du secteur. Les facteurs de production existants dans chaque pays sont répertoriés et projetés au niveau continental pour déterminer les possibilités de chaînes de valeur. Des exemples de quatre secteurs différents sont présentés ci-après pour illustrer ces réalités

### Les autres obstacles transversaux incluent:



Manque de confiance dans la qualité des produits fabriqués sur le continent



Coûts élevés du commerce et du transport qui affectent la compétitivité



Systèmes de paiement défectueux et manque de crédit pour les transactions transfrontalières



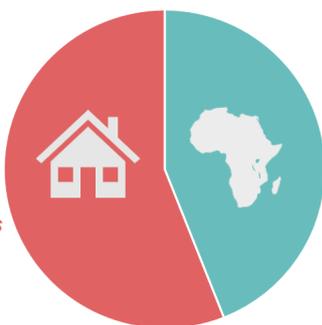
Accès limité aux ressources financières pour mise à niveau technologique et des compétences

### Types de mesures non tarifaires que les exportateurs africains jugent contraignantes dans le commerce intra-africain

56%

Mesures liées à l'exportation :

Réglementations imposées par le pays d'origine (des exportateurs) sur les exportations



44%

Mesures liées à l'importation : Réglementations des pays africains importateurs que les entreprises jugent



## Faire des affaires en Afrique

Peu d'entreprises ont actuellement des usines de production ou des filiales dans d'autres pays africains (28 %). L'automobile est le secteur qui compte la plus grande part d'entreprises ayant des usines de production ou des filiales dans d'autres pays africains (46 %), suivi du secteur pharmaceutique (36 %). Dans le secteur de l'habillement et de l'alimentation pour bébés, cette part est respectivement de 15 % et 17 %. Ces entreprises sont dans une large mesure celles qui affichent certain degré de contrôle étranger. Très peu d'entreprises entièrement détenues localement ont des usines ou des filiales dans d'autres pays. Cependant, une part importante des entreprises (42 %) prévoit de se développer en Afrique.

La plupart des entreprises interrogées sont orientées vers le marché intérieur : 83 % vendent leurs produits au niveau local, 40 % dans d'autres pays africains et 50 % dans d'autres pays non africains. Environ une entreprise sur trois se consacre exclusivement au marché local et n'exporte pas à l'étranger.

En ce qui concerne les ventes, une entreprise moyenne réalise 63 % de ses ventes sur le marché intérieur. Une entreprise génère davantage de revenus de ses exportations vers les pays non africains (29 % des ventes) que de ses exportations en Afrique (7 %).

La connaissance de la ZLECAf parmi les entreprises africaines est également faible, puisque seules 46 % d'entre elles déclarent connaître cet accord. De même, seules 9 % des entreprises ont participé aux consultations public-privé préalables à l'adoption de la ZLECAf.

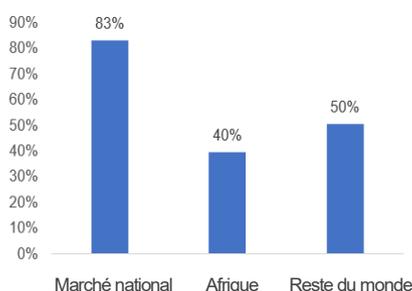
**“** S'approvisionner en intrants en Afrique ? Pour nous, c'est l'avenir. Pourtant, à ce jour, nous n'avons aucune connaissance des tissus fournis par les pays africains **”**

**“** Je ne connais pas d'entreprise africaine qui fournisse les intrants dont nous aurions besoin **”**

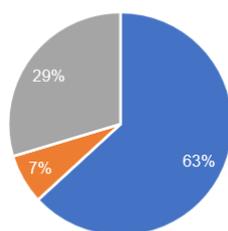
**“** Nous avons besoin d'informations sur l'offre disponible dans les pays africains. Les fournisseurs africains devraient être plus nombreux à participer à nos salons nationaux, mais aussi à ceux en Europe **”**

**“** L'expédition d'intrants depuis l'Afrique est aussi coûteuse que l'expédition d'intrants depuis la Chine. Pourtant, le prix des intrants est plus bas en Asie **”**

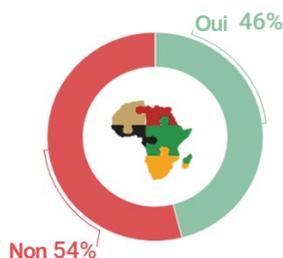
Part des entreprises vendant sur le marché national et international



Part des ventes des entreprises



Connaissance de la ZLECAf



Participation aux consultations



# Possibilités et défis dans quatre exemples de secteurs



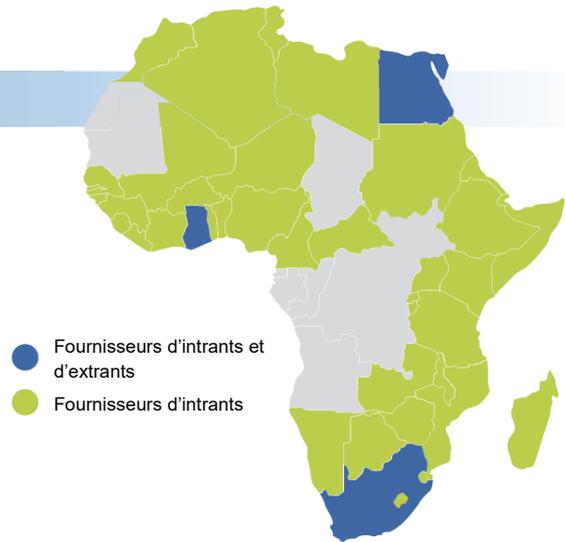
## Préparations alimentaires pour nourrissons

Les importations africaines de préparations alimentaires pour nourrissons s'élèvent actuellement à 570 millions d'euros et devraient dépasser 1,1 milliard d'euros d'ici à 2026. Cette hausse attendue de la demande offre d'importantes opportunités d'investissement dans la chaîne de valeur de l'alimentation pour bébés en Afrique. La dépendance aux importations dans le secteur est actuellement toujours élevée, mais le continent dispose, en abondance, de fruits et légumes et d'autres ingrédients utilisés dans les préparations alimentaires pour bébés, qui sont souvent exportés sans transformation. Les quelques entreprises qui produisent déjà des aliments pour bébés en Afrique ne s'approvisionnent actuellement qu'à hauteur de 16 % des intrants auprès de producteurs africains. Avec 39 fournisseurs potentiels d'intrants et une valeur d'exportation de 14 milliards d'euros, le développement de cette chaîne de valeur semble prometteur pour les investisseurs, les producteurs et les consommateurs.

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises de ce secteur ?

**Les contraintes d'accès aux machines et aux technologies pertinentes entravent la compétitivité.** L'accès limité machines et aux technologies de production pertinentes, notamment pour la déshydratation et le traitement des aliments, et les capacités de production restreintes entravent la rentabilité et les économies d'échelle nécessaires pour servir le marché régional.

**L'évaluation de la qualité et de la conformité, essentielle pour garantir la sécurité alimentaire, est limitée.** Les capacités d'exportation sont limitées par l'accès restreint aux laboratoires et aux installations d'essai pour l'évaluation de la conformité et de la qualité, qui sont essentiels pour respecter les normes de sécurité alimentaire pertinentes.



● Fournisseurs d'intrants et d'extrants  
● Fournisseurs d'intrants

5

Sous-régions à potentiel

3

Fournisseurs d'extrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M

39

Fournisseurs d'intrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M, dont 23 PMA



*Le laboratoire ne dispose pas des principaux paramètres d'assurance qualité permettant de tester les produits bruts, intermédiaires et finis conformément aux exigences du marché.*



## Produits pharmaceutiques

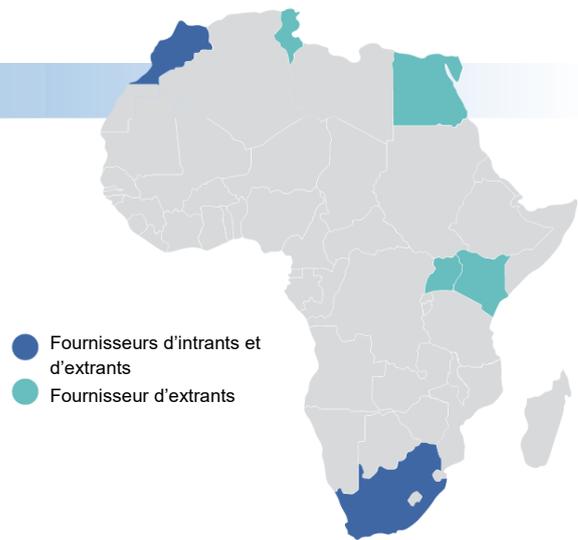
La dépendance à l'égard des importations est également élevée pour les produits pharmaceutiques. Avec des importations actuelles de 13 milliards d'euros, qui devraient augmenter de 79 % d'ici à 2026, et un déficit commercial important de 12,6 milliards d'euros, cette chaîne de valeur est importante pour renforcer la résilience aux chocs dont souffrent chaînes d'approvisionnement, tels que ceux causés par la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, la forte hausse attendue de la demande ouvre des possibilités d'investissement intéressantes.

Le développement de chaînes de valeur intrarégionales dans le secteur des médicaments nécessite en effet des investissements massifs dans la production d'extrants et d'intrants. Les exportations actuelles de médicaments, d'une valeur de 833 millions d'euros, sont insuffisantes pour répondre à la demande régionale et ne fournissent que 2 % de leurs intrants localement.

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises de ce secteur ?

**Concilier le coût de production avec le pouvoir d'achat sur le continent.** Les principaux facteurs de coût mentionnés par les entreprises sont la pénurie de main-d'œuvre qualifiée spécialisée dans les disciplines pertinentes pour le secteur pharmaceutique et la production fragmentée entre les pays, l'accent étant mis sur les marchés nationaux qui n'ont pas l'échelle nécessaire pour une production plus rentable

**Une forte concurrence formelle des fournisseurs asiatiques et une forte concurrence informelle des marchés des médicaments contrefaits et périmés.** Le coût de la production à petite échelle, principalement axée sur le marché national, rend également le secteur peu compétitif par rapport à la production de masse provenant de pays comme l'Inde et la Chine. L'investissement dans la R & D est en outre entravé par une protection inadéquate de la propriété intellectuelle et des investissements publics et privés limités dans les soins de santé et la recherche et l'innovation.



● Fournisseurs d'intrants et d'extrants  
● Fournisseur d'extrants

3

Sous-régions à potentiel

2

Fournisseurs d'intrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M

7

fournisseurs d'extrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M, dont 1 PMA



*Le principal défi en Afrique est l'infiltration de produits contrefaits et non conformes aux normes. Si ce problème n'est pas abordé et harmonisé sur le continent, il sera difficile d'atteindre l'autosuffisance en matière de production de matières premières.*



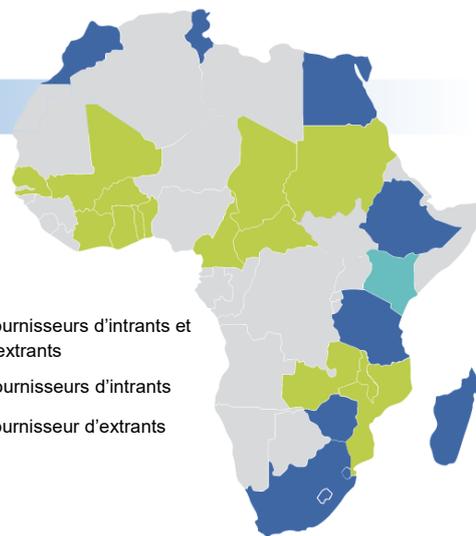
## Vêtements en coton

L'Afrique a le potentiel d'exporter 5,8 milliards d'euros de vêtements en coton d'ici à 2026. Le continent est un important producteur et exportateur de coton brut et participe à l'assemblage final de certains textiles. Cependant, l'Afrique exporte 90 % de son coton brut vers l'Asie et est un importateur net de fils et de tissus. Le potentiel d'exportation des vêtements en coton pourrait augmenter considérablement si les étapes intermédiaires de la chaîne de valeur étaient également réalisées sur le continent. Cela offre des possibilités d'investissement stratégique en vue de diversifier les lieux de production et de pratiquer la sous-traitance de proximité (near-shoring) dans le voisinage des principaux marchés de l'UE afin de réduire le risque de perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Le développement de ce secteur pourrait également créer un grand nombre d'emplois sur le continent. Rien qu'en Égypte, la réalisation du potentiel d'exportation du secteur pourrait générer plus de 200 000 nouveaux emplois, dont un grand nombre pour les femmes. De même, le secteur pourrait contribuer à la création d'emplois dans 27 autres pays africains, à différentes étapes de la chaîne de valeur.

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises de ce secteur?

**Un «chaînon manquant» pour les intrants de la chaîne de valeur.** Les intrants clés tels que le fil et le tissu ne sont pas facilement disponibles auprès des fournisseurs du continent, et lorsqu'ils le sont, le rapport-qualité prix est souvent mauvais rapport aux autres fournisseurs. Les entreprises africaines exportent du coton brut et assemblent et transforment souvent des vêtements à partir de fils ou de tissus, mais seule une petite partie de la transformation intermédiaire a lieu sur le continent

**Difficultés de conformité et de certification par rapport aux critères de durabilité et aux défis environnementaux.** Ces difficultés sont liées, entre autres, à l'inadéquation des systèmes de gestion, de traitement et de recyclage des déchets, notamment des déchets dangereux et des déchets aqueux, et à la forte consommation en eau de la production de textiles et de vêtements.



5

Sous-régions à potentiel

13

Fournisseurs d'extrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M, dont 4 PMA

26

Fournisseurs d'intrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M, dont 16 PMA



*Le respect des normes sociales, de santé et de sécurité, environnementales et éthiques n'a pas eu d'incidence négative sur notre compétitivité, il apporte de bonnes pratiques qui permettront une durabilité à long terme. Cependant, le coût de la certification et de son renouvellement périodique est très élevé et a un impact significatif sur nous. Un seul certificat peut coûter 6,800 EUR. Et nos clients nous ont demandé d'en avoir quatre...*



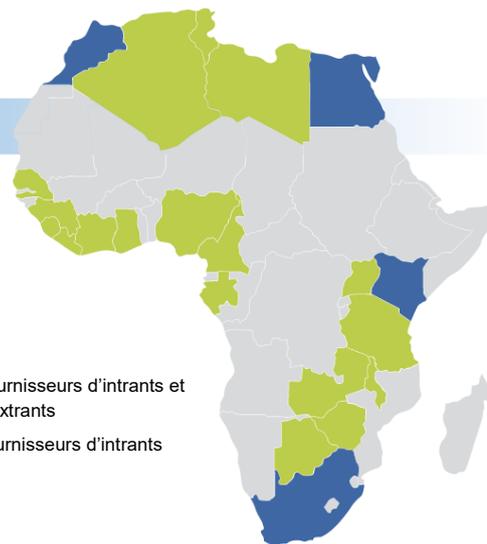
## Voitures automobiles

Le secteur automobile a un potentiel d'exportation de 9 milliards d'euros d'ici à 2026, dont près de 10 % sur le continent africain. Les voitures sont le quatrième produit d'exportation de l'Afrique. Toutefois, le secteur n'achète actuellement que 3 % de ses intrants en Afrique. La mise en relation des 23 pays qui produisent des intrants pour la chaîne de valeur avec les quatre pays qui pourraient produire les extrants pourrait stimuler davantage le potentiel du secteur et créer des emplois manufacturiers décents sur tout le continent.

Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontées les entreprises de ce secteur?

**Production fragmentée, à petite échelle de produits finis.** En conséquence, la production de composants techniques de haute qualité n'est pas économiquement viable, ce qui conduit les entreprises à s'approvisionner en intrants principalement sur d'autres continents.

**Différences de normes entre les pays et infrastructure institutionnelle limitée pour la certification.** Dans ce contexte, il est difficile pour les entreprises de respecter des règles d'origine et des critères de qualité complexes, par exemple pour les émissions des moteurs ou la sécurité des ceintures de sécurité.



5

Sub-regions with potential

4

Fournisseurs d'extrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M

23

Fournisseurs d'intrants ayant un avantage comparatif ou un potentiel d'exportation > \$10 M, dont 8 PMA



*La demande est trop faible. Nous avons précédemment essayé de faire affaire avec certains équipementiers en Afrique, mais les quantités demandées étaient très faibles et ne permettaient pas de remplir un conteneur complet. Étant donné la nature de notre produit (dangereux), nous devons faire au moins un conteneur de groupage (CG).*

## Les femmes dans les entreprises africaines

Les résultats des enquêtes NTM sur les entreprises dans 22 pays africains, qui couvrent près de 10 000 entreprises et sont représentatives par secteur d'exportation, montrent une participation globalement faible des femmes dans les entreprises engagées dans le commerce transfrontalier. En moyenne, les femmes représentent 28 % de la main-d'œuvre des entreprises commerciales. Il existe toutefois des différences importantes entre les pays et les régions. Par exemple, en Afrique du Nord, 23 % des entreprises emploient plus de femmes que d'hommes, contre 33 % en Afrique de l'Est et 57 % en Afrique australe. Il existe également de fortes différences entre les secteurs, avec des taux d'emploi des femmes très élevés dans les entreprises commercialisant des vêtements et des textiles contre des taux beaucoup plus faibles pour ce qui est des produits chimiques ou des équipements de transport.

Sur l'ensemble du continent, 16 % des exportateurs et importateurs n'emploient pas une seule femme et dans 30 % des entreprises, moins d'un salarié sur 10 est une femme. À l'autre extrême, 4 % des entreprises ont une main-d'œuvre presque entièrement féminine (avec plus de 90 % de femmes).

L'entrepreneuriat féminin varie également de manière significative au sein des régions et entre elles. Au niveau continental, seules 18 % des entreprises commerciales sont dirigées par des femmes, c'est-à-dire qu'elles sont détenues ou gérées par une femme. L'entrepreneuriat féminin est le plus élevé dans les pays d'Afrique australe (36 %), suivis par ceux d'Afrique de l'Est (23 %) et ceux d'Afrique du Nord (18 %). Les entreprises commerciales détenues et gérées par des femmes sont plus

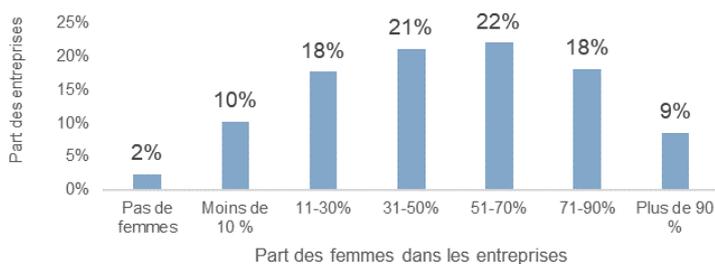
rare en Afrique de l'Ouest (15 %), où dans certains pays, la part des entreprises dirigées par des femmes ne dépasse pas 6 %, voire 3 %.

L'emploi des femmes est particulièrement faible dans la chaîne de valeur de l'automobile. Alors que les entreprises de ce secteur sont connues pour être de gros employeurs, le nombre de travailleuses est nettement plus faible que dans les autres secteurs. Pour un tiers des entreprises interrogées dans la chaîne de valeur de l'automobile, moins de 10 % des salariés sont des femmes, et 7 % d'entre elles n'emploient aucune femme.

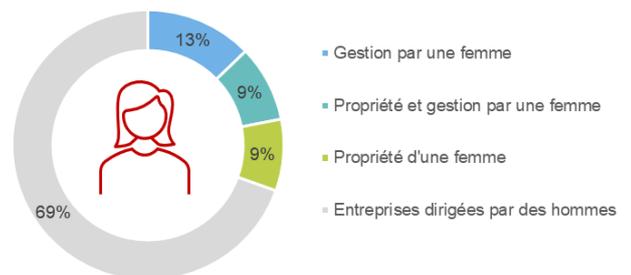
En revanche, la chaîne de valeur des vêtements en coton compte une importante main-d'œuvre féminine. Plus de 73 % des entreprises de ce secteur emploient plus de femmes que d'hommes. En moyenne, 63% de la main-d'œuvre du secteur de l'habillement est féminine. De même, les femmes représentent environ la moitié de la main-d'œuvre dans les chaînes de valeur de l'industrie alimentaire et de l'industrie pharmaceutique respectivement.



Les femmes dans les chaînes de valeur pilotes : l'emploi féminin (enquête sur quatre chaînes de valeur africaines)



Les femmes dans les chaînes de valeur pilotes : part des entreprises dirigées par des femmes



## Devenir plus inclusif - augmenter la participation des femmes dans les chaînes de valeur

Il est important de faire en sorte que la ZLECAF fonctionne pour les femmes et d'accorder une attention particulière à l'inclusion lorsqu'il s'agit de développer (davantage) les chaînes de valeur continentales. La conclusion de la ZLECAF et la conception actuelle des stratégies de mise en œuvre offrent des possibilités en donnant un nouvel élan pour relever les anciens défis.

Au départ, cela nécessite une collecte (plus) systématique des données et un suivi des indicateurs de base sur l'emploi des femmes, la part des entreprises dirigées par des femmes dans les chaînes de valeur ciblées et leur participation au renforcement des capacités et à d'autres programmes de soutien. Toute stratégie de développement et d'intégration des chaînes de valeur dans les pays devrait donc prévoir la collecte de données et la conception d'indicateurs et d'objectifs liés à la participation des femmes aux chaînes de valeur.

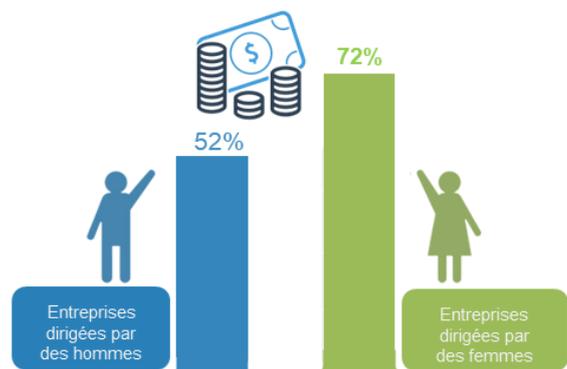
Lorsqu'on leur demande quels sont les facteurs clés qui permettraient d'accroître la participation des femmes aux chaînes de valeur en Afrique, les entreprises, les organisations de soutien aux entreprises, les experts du secteur et les autres parties prenantes citent les éléments suivants :

- L'élimination des contraintes juridiques entravant les perspectives économiques pour les femmes.
- L'amélioration de l'accès au financement pour lancer et gérer des entreprises avec succès.
- La lutte contre les préjugés culturels qui entravent la participation des femmes à l'économie en général et aux postes de direction.
- L'accroissement de la participation des femmes aux réseaux d'entreprises, notamment par l'intermédiaire d'associations de femmes d'affaires dédiées et d'une meilleure intégration des entreprises dirigées par des femmes dans les associations sectorielles et les chambres de

commerce.

- La mise en œuvre de programmes d'éducation et de formation professionnelle ciblés.
- Le renforcement ciblé des capacités des femmes entrepreneurs est également essentiel pour leur permettre d'améliorer leur sens des affaires, de développer et de promouvoir leurs entreprises, et d'utiliser les avantages découlant de la ZLECAF, des technologies modernes et du commerce électronique.
- Un approvisionnement accru auprès de vendeuses au moyen de marchés publics aux niveaux national et régional. L'amélioration de la transparence, l'adhésion à la passation de marchés en ligne, le renforcement ciblé des capacités et les dispositions visant à privilégier l'approvisionnement auprès des MPME peuvent contribuer à accroître la participation des femmes aux processus de passation de marchés.

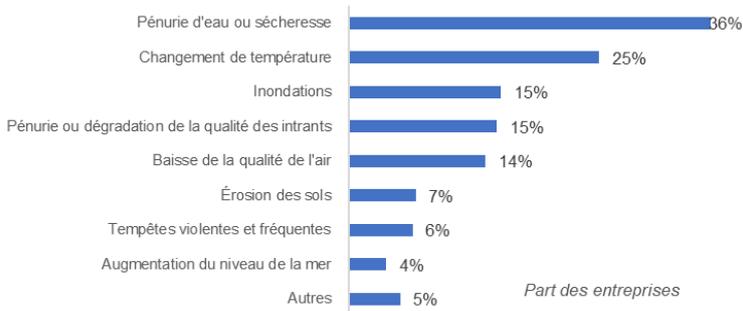
Accès au financement et à l'investissement : part des entreprises des quatre chaînes de valeur pilotes confrontées à des difficultés



## Passer au vert - Développement des chaînes de valeur et durabilité environnementale

La hausse des températures, les inondations et la rareté de l'eau font partie des risques environnementaux les plus courants auxquels les entreprises africaines sont confrontées. Plus de 60 % des entreprises africaines consultées tout au long des quatre chaînes de valeur pilotes reconnaissent que les risques environnementaux constituent un facteur important affectant leurs activités. En fait, l'Afrique est l'une des régions les plus touchées par le changement climatique alors qu'elle y contribue le moins. Les températures extrêmes et les changements de température inattendus sont particulièrement problématiques dans les villes. Ces incidences environnementales peuvent entraver les efforts visant à développer des chaînes de valeur à l'échelle du continent .

Les risques environnementaux les plus courants pour les entreprises africaines



Si les entreprises africaines sont vulnérables aux risques environnementaux, leurs processus de production actuels présentent également un risque pour l'environnement. L'empreinte carbone élevée de la production automobile est bien documentée, et les entreprises de la chaîne de valeur sont conscientes de la pollution atmosphérique découlant des véhicules qu'elles produisent (aident à produire). De nombreuses entreprises et autres parties prenantes consultées soulignent donc la nécessité de faire les bons choix lors de la poursuite du développement de l'industrie en Afrique.

Si de nombreuses entreprises perçoivent la nécessité d'adopter des pratiques plus écologiques, et y sont disposées, peu de pressions s'exercent sur elles pour qu'elles le fassent. Du côté du secteur public, les réglementations environnementales sont souvent peu appliquées et, lorsqu'elles existent, en général, elles ne sont pas appliquées efficacement, ce qui désavantage (en matière de coûts) les entreprises qui les respectent par rapport à leurs concurrents qui ne les respectent pas. La transparence des réglementations existantes pose également problème, de nombreuses entreprises affirmant ne pas savoir à quelles réglementations elles devraient se conformer au niveau national.

Dans l'ensemble, 30 % des entreprises tout au long des quatre chaînes de valeur sont confrontées à des obstacles dans leur production actuelle ou prévue en raison des réglementations environnementales ou de leur absence. L'absence de systèmes adéquats d'élimination et de recyclage des déchets est l'un des défis les plus cités par les entreprises, y compris celles des zones franches d'exportation.

La demande de produits respectueux de l'environnement n'est pas encore très prononcée sur les marchés locaux, selon les entreprises et les parties prenantes interrogées. À l'exception notable des aliments pour bébés, les entreprises clientes et les consommateurs finaux ne sont pas disposés à payer un prix plus élevé pour des produits plus durables, ou en sont tout simplement incapables. Ceci est particulièrement évident sur le marché de l'automobile où les véhicules bon marché et de mauvaise qualité font l'objet d'une forte demande en raison du faible pouvoir d'achat de nombreux clients. En revanche, les entreprises orientées vers l'exportation, notamment celles qui se concentrent sur les marchés hors du continent, subissent davantage de pression de la part de leurs clients pour fournir des produits écologiques ou prouver l'existence de processus de production durables.

De nombreuses entreprises interrogées ont exprimé le désir de s'orienter vers une production plus verte, y compris pour des raisons économiques, par exemple comme moyen de réduire les coûts liés à



l'utilisation de l'énergie et de l'eau dans la production, comme investissement en prévision d'une pression gouvernementale croissante ou de la demande des clients, ou lorsqu'elles envisagent d'exporter vers des marchés hors du continent. Cependant, les MPME manquent souvent du savoir-faire, de la technologie et des capacités financières nécessaires pour s'orienter vers une production plus respectueuse de l'environnement. La quasi-totalité des MPME interrogées déplorent le manque de soutien du gouvernement à la transition écologique, tel que des incitations fiscales, un soutien financier, l'accès à des prêts à faible taux d'intérêt ou des programmes de renforcement des capacités. Beaucoup craignent de ne pas pouvoir rester en activité si les exigences du marché et les réglementations nationales deviennent plus strictes.

De manière surprenante et malgré les défis et le manque d'incitations, la plupart des entreprises interrogées (77 %), y compris des entreprises de toutes tailles dans tous les pays et tout au long des quatre chaînes de valeur pilotes, ont déjà commencé à mettre en œuvre des initiatives et des solutions internes pour rendre leur production plus durable, dans les limites de leurs capacités financières et techniques .

**La voie à suivre : l'Afrique est prête à « passer au vert » - et la seule chose dont elle a besoin, ce sont des incitations appropriées et un soutien ciblé.**



des entreprises africaines des quatre chaînes de valeur pilotes ont pris des initiatives pour rendre leurs processus de production plus respectueux de l'environnement



Les données recueillies sur le terrain montrent qu'il est non seulement nécessaire, compte tenu du changement climatique, mais aussi possible, d'insister sur la durabilité environnementale dans le cadre de la poursuite du développement des chaînes de valeur panafricaines, étant donné que les entreprises sont largement conscientes des défis environnementaux en général et de leur propre empreinte en particulier, et qu'elles sont prêtes à contribuer à leur atténuation. Lors de la formulation des stratégies continentales, régionales et nationales de développement des chaînes de valeur, il convient donc de tenir dûment compte des préoccupations et des risques environnementaux et de concevoir des indicateurs de suivi spécifiques, par exemple pour les taux de recyclage des déchets ou l'utilisation efficace de l'eau et de l'énergie .

### Aller de l'avant ...

Le diagnostic de la chaîne de valeur et l'analyse connexe des défis et des recommandations constituent un point de départ, afin de faciliter les discussions politiques et d'éclairer la conception de stratégies et de projets ainsi que les décisions d'investissement aux niveaux continental, sous-régional et national. À ce titre, les premiers résultats du diagnostic ont permis de définir l'orientation sectorielle du 7e Forum des affaires UE-Afrique en février 2022 et les recommandations ont été intégrées dans la déclaration des entreprises associée. Les résultats et les recommandations sont également utilisés par l'ITC et ses partenaires dans la conception de projets d'assistance technique et alimentent le comité directeur inter-agences sur les chaînes de valeur dirigé par la CUA .